



CHSCT du 4 juillet 2017

fo.044@dgfip.finances.gouv.fr permanences : **Cambronne** (02 40 74 03 87) et Versailles 02.40.20.76.56 mardi et jeudi –
lundi et vendredi

DRFIP : avis du CHSCT sur le PAP 2017

Décevant : c'est ce qu'on peut retenir du plan d'actions de cette année.

Cellule de veille

A **FO**, nous sommes intervenus entre autres, sur la cellule de veille. Pour mémoire, celle-ci avait été mise en place après le Comité de Pilotage "RPS" (Risques Psycho Sociaux), sous la gérance de l'ancien DRFiP44. Elle doit permettre de répondre assez vite aux situations difficiles (individuelles et collectives).

A **FO**, nous avons demandé à ce qu'un bilan des réunions et des actions nous soit communiqué, bilan qui bien entendu doit préserver l'anonymat des collègues.

Formation à la conduite du management

Concernant les suites de ce COPIL RPS, il y avait également la formation au management, qui avait été un échec dans sa 1ère version, pour de multiples raisons (dont l'absence de présentation aux encadrants). La DRFiP44 ironise sur les représentants des Personnels qui selon elle, s'accrochent à cette action : comme l'avait dit **FO** à l'époque, la montagne qu'a représenté la charge de travail de ce comité, a finalement accouché d'un embryon de sourisseau... il est donc bien normal d'y être attentifs... mais nous ne demandons pas mieux que de voir grandir celui-ci ...

4 encadrants ont bénéficié d'une formation au niveau interrégional et 12 sont inscrits à la formation CHSCT-management.

Travaux à Graslin (Cambronne)



Au cours des débats, la directrice a été très fière de nous apprendre qu'elle avait obtenu les crédits pour les travaux du bâtiment Graslin (toiture, isolation et ravalement des façades) sur des crédits de la Région (BOP 724) échelonnés sur 2017 et 2018, avec une première enveloppe de 1,6 million d'euros.

Sans l'action des agents qui se sont mobilisées à de multiples reprises et en grand nombre, elle n'aurait probablement reçu aucun financement ! Donc si fierté il doit y avoir, c'est d'abord celle des occupants de ce bâtiment !

Par ailleurs, **FO** est intervenu pour prévenir que cela ne pourra pas se faire dans les mêmes conditions que précédemment : quand travaux il y aura, cela ne doit pas entraîner des difficultés de santé (ORL notamment) pour les agents.

Dans les avantages qu'elle voit à cette réfection, la DRFiP44, place en 3^{ème} position le fait de disposer de bureaux-tiroirs (après 1^o) l'arrivée de la DIRCOFI et 2^o) le retour du SFACT dans son intégralité dans le même immeuble – sans que cela soit forcément au même étage d'ailleurs!).

Pour **FO**, certes ces bureaux de délestage peuvent être un atout mais si et seulement si, les poussières nocives ne sont pas de retour. D'ailleurs on attend toujours le résultat des analyses (intervention financée par le CHSCT pour 2968,80 €) !

(non)-Désamiantage à Pornic

La directrice a indiqué ne pas avoir engagé cette opération pour ne pas surcharger le service BILI.... Cela part d'un bon sentiment ... mais quand simultanément la même directrice annonce qu'en 2018 elle va fermer 3 sites (Derval, Bouaye et Mindin) et en regrouper deux (Saint-Nazaire Municipale et Montoir), il y a lieu de se demander si elle ne souffre pas de dédoublement de la personnalité ? Car nous savons tous ce que cela implique pour le service BILI en charge de travail

Avis du CHSCT

Le CHSCT constate que le plan d'action 2017 ne mérite pas son nom. Il n'est pas à la hauteur des restructurations, concentrations et réorganisations constantes.

Prenons l'exemple emblématique des fiches d'impact. Ces fiches d'impact quand elles ne sont pas inexistantes ne permettent pas d'évaluer les conséquences sur l'organisation et les conditions de travail. Ces fiches doivent être présentées suffisamment en amont pour prévenir tous les risques afin que les préconisations du CHSCT soient prises en compte (risques psychosociaux, amiante, etc...)

Le CHSCT s'interroge sur l'intérêt de la direction aux conditions de travail de l'ensemble des agents. Le plan doit être mis en action et également être actualisé.

SRE : point sur les actions de prévention des RPS

(suite au CHSCT du 13 juin 2017)

Comme nous l'écrivions dans notre compte-rendu du CHSCT du 13 juin dernier, ce dossier souffre de carences : des promesses qui ne sont pas suivies d'effet et une direction qui se défend d'être dans le déni.

Le directeur du SRE n'a toujours pas daigné être présent ... et nous le déplorons. Ce serait pourtant un signe fort de son implication.



Sur un service en difficulté, l'administration dit vouloir mettre sur pied un plan d'actions à la rentrée (coordination dans l'organisation quotidienne, qualités relationnelles, situation du collectif et problématiques individuelles, ...). Le document de cadrage devrait nous être transmis dès qu'il sera finalisé.

Nous espérons davantage de la part de cette Direction : il est urgent de sortir du discours et d'entrer dans le vif du sujet

Fiche d'impact - Redéploiement des emplois de cadres A (DRFiP)

Rappel des faits : janvier 2016, les 6 SIP (Services Impôts des Particuliers) nantais sont restructurés en 4 SIP (3 à Nantes et 1 à Rezé). Le renforcement du management et de la technicité des 12 adjoints-cadres A (qui passaient de 2/ancien SIP à 3/nouveau SIP) était un des arguments de la DRFiP44 pour justifier cette restructuration.



N'étant pas dupe, **FO** avait fait part de son scepticisme dès l'annonce des regroupements de SIP en janvier 2015 : on le sait, de plus grandes structures (une cinquantaine d'agents ou plus ici) sont en effet, propices à de nouvelles suppressions. Les services étant tellement exsangues (pour ne pas dire à l'os) que les directions locales ont de plus en plus de difficultés à implanter les suppressions d'emplois décidées par Bercy sur ordre des gouvernements successifs. Cela n'a pas traîné en ce qui concerne nos collègues adjoints en SIP puisqu'au 1^{er} septembre 2017, ils ne seront plus que 2 par SIP soit un total de 8) !

La fiche impact est proche de l'imposture : un bricolage entre la présentation en T1 et la fiche impact qui n'a pourtant pas le même objectif.

Extrait : *Après plus d'une année et 1/2 de fonctionnement, la phase de mise en place de ces nouveaux services est achevée, l'organisation arrêtée, et les SIP de Nantes entrent dorénavant en vitesse de croisière après avoir assuré le traitement de 2 campagnes déclaratives et 1 campagne de sortie des avis. Par ailleurs, les périmètres se sont stabilisés, plus particulièrement sur la charge de recouvrement qui diffèrent, après apurement de l'antérieur, d'un SIP à l'autre suivant l'existence ou non de trésorerie de rattachement sur le secteur géographique de chaque SIP.*

Enfin, le redéploiement d'un poste de A des SIP Nantais vers un service de contrôle permettra de renforcer la mission de lutte contre la fraude, mission essentielle de la DGFIP. Et voilà comment économiser 4 emplois !

Avis du CHSCT

Le CHSCT relève que pour la DRFiP la suppression d'un cadre A dans les SIP de Nantes et de Rezé ne change rien ni à la chaîne hiérarchique, ni à l'organisation actuelle : elle ne dit rien non plus de l'impact sur le travail et la santé des agents

Le CHSCT constate pourtant que le nombre d'emplois concerné est celui de l'ensemble des 4 SIP concernés, restructurés rappelons-le le 1^{er} janvier 2016, et non pas uniquement celui des 4 inspecteurs.

Car la charge de travail et l'organisation sont forcément impactées. Il est fait mention plusieurs fois de B « référents techniques » qui assurent déjà une expertise et de profils de A comme garants de la bonne marche des SIP.

Mais, il n'est pas fait mention :

- ✗ des demandes de mutations de personnels du fait de la difficulté à accomplir leurs missions,
- ✗ ni du tableau de bord de veille sociale qui souligne les difficultés des SIP,
- ✗ ni de la visite récente du CHSCT dans un SIP nantais qui met en lumière toutes les difficultés actuelles,
- ✗ ni enfin du groupe de travail de la direction sur charge/emplois dont ignore les conclusions.

Il est vraiment dommage pour les agents d'avoir établi une fiche d'impact à minima qui élude tout impact sur la qualité de vie au travail et leur santé.



Rapport annuel de la médecine de prévention (2016)

Deux chiffres qui résument la difficulté du 44 :
1 médecin (au lieu de 3) et 3537 agents !

	DGFIP	DOUANE	AD° CENTRALE	INSEE	AUTRES	TOTAUX
2015	2115	290	598	445	188	3636
2016	2095	294	634	390	124	3537
Ecart 2015-2016	-20	+4	+36	-55	-64	-99

Les choses devraient s'améliorer avec l'arrivée de deux nouveaux médecins (dont l'un sera à 70 % sur le 44 et 30 % dans le 56). Pour 2016, cela a eu pour conséquence, une priorisation des visites (grossesse, handicap, retour après CLM et CLD, etc) et moins de "terrain". Et pourtant, le constat de l'augmentation des RPS se vérifie encore cette année.

Surveillance médicale quinquennale	Surveillance médicale particulière	Surveillance médicale spéciale	Nbre d'urgences	Nombre de visites amiante Tripode	Nbre total de visites
212	154	62	128	47	603

Risques psychosociaux

Onglet17	Agents ayant exprimé une situation de souffrance au travail	Agents ayant exprimé une situation de violence (physique ou verbale) au travail	Agents ayant exprimé une situation de harcèlement au travail	Situations d'épuisement professionnel observées (burn-out)	Autres (trouble du sommeil, addiction, syndrome dépressif...)	Suicides en dehors du lieu de travail
2017	91	1	4	16	91	0
2016	77	7	7	12	97	2

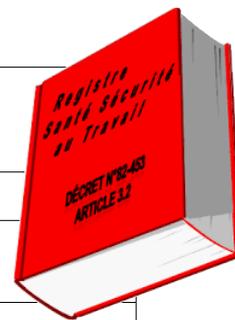
Fiches action et budget

DIRECTION	MOTIF	SOMME	VOTE
INSEE	Désinsectisation (suite à prolifération d'insectes)	4 000,00 €	Favorable
	Chariot à fond constant	2 185,00 €	
	Alarme pour travailleur isolé	6 412,50 €	
	Fauteuil de repos handicapé	607,12 €	
DRFiP	Création des cloisons coupe feu	19 495,47 €	
	Pose d'un parquet flottant	2 810,10 €	
	Désamiantage St Nazaire De Gaulle	18 183,94 €	
	Désamiantage Nantes Graslin	25 200,00 €	
Douanes	Achat de stores (la Roche/Yon)	2 142,00 €	

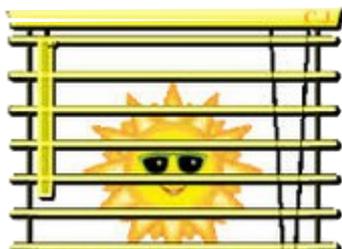
Au 4 juillet, le CHSCT a dépensé 77% de son budget 2017.



Registres Santé, Sécurité au Travail



Douanes	<p>Montoir Problème de luminosité et d'isolation</p>
SRE	Difficultés relationnelles au sein d'un service
	Demande de télétravail restée sans réponse (en cours auprès de la médecine de prévention)
INSEE	Invasion de cafards (action votée à ce même CHCST)
	Incommodation des agents suite à travaux (peinture)
DRFiP44	<p>Châteaubriant Restauration : les agents demandent en nombre à pouvoir continuer de bénéficier d'une restauration collective sur site. Étudié au niveau DGFIP. FO a appuyé ce dossier.</p>
	<p>Audubon : Cloison des toilettes laissant un jour et nettoyage insuffisant</p>
	<p>SIP Nantes Sud : Problèmes liés au matériel à l'accueil (visite sur site).</p>
	<p>SIE St-Nazaire sud-est Eclairage trop fort provoquant des migraines</p>
	<p>SIE St-Nazaire nord-ouest Stores inadaptées Inondations à répétition</p>
	<p>PCE et PCRP St-Nazaire + Trésorerie St-Nazaire EH Chaleur difficile à supporter / fontaines à eau.</p>
	<p>Guérande Ergonomie inadaptée à la caisse/insuffisance du nettoyage/Charges de travail, RPS, ...</p>
	<p>SPF Nantes 2 Matériel dégradé (chasse d'eau, fenêtre, dévidoir, sols, murs ...)</p>



La palme d'or revient à la DRFiP44, notamment sur le site De Gaulle à Saint-Nazaire, site qui a été densifié fin juin après plusieurs années de travaux. Les difficultés liées à la chaleur ont été soulignées par plusieurs services sur des étages différents, du fait de stores inadaptés selon les aegnts. N'hésitez pas à remonter les informations suite aux réponses de la DRFiP.

**Les
représentants
FO en CHS 44**

**Patricia
DAVID
FO INSEE**

**Chrystelle
TONNELIER
FO DRFiP 44**

**Bruno
LE CARRE
FO DRFiP44**

**A-Françoise
LOREAU
FO DRFiP44**

**Didier
PICAN
FO DRFiP44**